

GE_GERICHTE AARP/1/2015 vom 18. Dezember 2014

GE Cour de justice, 2014-12-18, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_AARP_1_2015

FR: GE_GERICHTE AARP/1/2015 du 18 décembre 2014

IT: GE_GERICHTE AARP/1/2015 del 18 dicembre 2014

Erwägungen

E. 1

CPP), sauf en cas de décisions illégales ou inéquitables (art. 404 al. 2 CPP). À teneur de l'art. 398 al. 5 CPP, si un appel ne porte que sur les conclusions civiles, la juridiction d'appel n'examine le jugement de première instance que dans la mesure où le droit de procédure civile applicable au for autoriserait l'appel. Cette condition est réalisée en l'espèce. La valeur litigieuse résultant des conclusions de l'appelante excède la somme de CHF 10'000.- fixée par l'art. 308 al. 2 du Code de procédure civile suisse du 19 décembre 2008 (CPC ; RS 272) pour la recevabilité de l'appel civil autonome, conférant à la juridiction d'appel un libre pouvoir d'examen.

E. 1.1

L'appel est recevable pour avoir été interjeté et motivé selon la forme et dans les délais prescrits (art. 398 et 399 du code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 [CPP ; RS 312.0]).

E. 1.2

La partie qui attaque seulement certaines parties du jugement est tenue d'indiquer dans la déclaration d'appel, de manière définitive, sur quelles parties porte l'appel, à savoir (art. 399 al. 4 CPP) : la question de la culpabilité, le cas échéant en rapport avec chacun des actes (let. a) ; la quotité de la peine (let. b) ; les mesures qui ont été ordonnées (let. c) ; les prétentions civiles ou certaines d'entre elles (let. d) ; les conséquences accessoires du jugement (let. e) ; les frais, les indemnités et la réparation du tort moral (let. f) ; les décisions judiciaires ultérieures (let. g). La Chambre limite son examen aux violations décrites dans l'acte d'appel (art. 404 al.

E. 2

2.1.1. En vertu de l'art. 126 al. 1 lit. a CPP, le tribunal statue sur les prétentions civiles présentées lorsqu'il rend un verdict de culpabilité à l'encontre du prévenu. En qualité de partie plaignante, le lésé peut faire valoir des conclusions civiles déduites de l'infraction par adhésion à la procédure pénale (art. 122 al. 1 CPP). Dans la mesure du possible, la partie plaignante chiffre ses conclusions civiles dans sa déclaration en vertu de l'art. 119 CPP et les motive par écrit. Elle cite également les moyens de preuves qu'elle entend invoquer (art. 123 al. 1 CPP). 2.1.2. Aux termes de l'art. 47 de la loi fédérale du 30 mars 1911, complétant le Code civil suisse (CO, Code des obligations ; RS 220), applicable en l'espèce par le renvoi de l'art. 62 al. 1 de la loi fédérale sur la circulation routière du 19 décembre 1958 (LCR ; RS 741.01), le juge peut, en tenant compte de circonstances particulières, allouer à la victime de lésions corporelles ou, en cas de mort d'homme, à la famille une indemnité équitable à titre de réparation morale. 2.1.3. L'ampleur de la réparation morale dépend avant tout de la gravité des souffrances physiques et psychiques consécutives à l'atteinte subie et

de la possibilité

- 6/11 - P/4512/2009 d'adoucir sensiblement, par le versement d'une somme d'argent, la douleur morale qui en résulte. En raison de sa nature, l'indemnité pour tort moral, qui est destinée à réparer un dommage ne pouvant que difficilement être réduit à une simple somme d'argent, échappe à toute fixation selon les critères mathématiques, de sorte que son évaluation en chiffres ne saurait excéder certaines limites ; l'indemnité allouée doit toutefois être équitable. Le juge en proportionnera le montant à la gravité de l'atteinte subie et évitera que la somme accordée n'apparaisse dérisoire à la victime ; s'il s'inspire de certains précédents, il veillera à les adapter aux circonstances actuelles pour tenir compte de la dépréciation de la monnaie (ATF 125 III 269 consid. 2a p. 273 ; ATF 118 II 410 consid. 2 p. 413 ; arrêt du Tribunal fédéral 6S.470/2002 du

E. 2.2

En l'espèce, l'appelante a assisté, impuissante, à l'accident ayant causé la mort de son jeune fils. Même si elle est décrite comme une personne ayant beaucoup de ressources, qu'elle a fait preuve d'un sang-froid et d'un courage exemplaires lors du drame, le cours de son existence en a été irrémédiablement bouleversé. Malgré un emploi du temps personnel et professionnel bien rempli, les séquelles subies sont importantes. Cela s'est notamment manifesté par une incapacité totale d'évoquer l'accident après celui-ci, par de la culpabilité, de l'anxiété, de la tristesse, des cauchemars et de l'angoisse, notamment quant à sa capacité d'élever ses enfants au-delà de l'âge auquel C _____ était décédé. Elle a consulté trois spécialistes à des moments différents, le dernier deux ans après les faits. Si, de l'avis de la psychiatre l'ayant suivie, sur le plan pathologique, elle ne semblait pas souffrir de syndrome post-traumatique, sa vie active personnelle et professionnelle pouvait toutefois être une forme de fuite, l'hyperactivité étant un moyen de faire face à ce genre de situation. Plus de cinq ans après le drame, elle ne semble pas encore avoir fait son deuil, des sentiments enfouis faisant surface. Il est donc possible que des séquelles plus graves apparaissent à l'avenir, notamment le jour où ses enfants seront plus grands et qu'elle aura plus de temps pour repenser aux événements tragiques. Au vu des éléments susévoqués, il se justifie de lui allouer la somme de CHF 40'000.- à titre d'indemnisation de son tort moral, avec intérêts de 5% dès le 16 mars 2009. Le jugement entrepris sera donc réformé en ce sens. 3. L'appel ayant été admis, l'intimée qui s'en est rapportée à justice supportera la moitié des frais de la procédure d'appel, qui comprennent un émolument de jugement de

- 8/11 - P/4512/2009 CHF 1'000.-, le solde étant laissé à la charge de l'État (art. 428 al. 1 CPP et 14 al. 1 let. e du Règlement fixant le tarif des frais en matière pénale ; E 4 10.03). *
* * * *

- 9/11 - P/4512/2009

E. 5

mai 2003 consid. 2.1). L'atteinte objectivement grave doit être ressentie par la victime comme une souffrance morale ; à défaut, aucune indemnisation ne peut lui être accordée. Comme chaque être humain ne réagit pas de la même manière à une atteinte portée à son intégrité psychique, le juge doit se déterminer à l'aune de l'attitude d'une personne ni trop sensible, ni particulièrement résistante. Pour que le juge puisse se faire une image précise de l'origine et de l'effet de l'atteinte illicite, le lésé doit alléguer et prouver les circonstances objectives desquelles on peut inférer la grave souffrance subjective qu'il ressent, malgré la difficulté de la preuve dans le domaine des sentiments (ATF 125 III 70 consid. 3a p. 74-75 ;

ATF 120 II 97 consid. 2b p. 98 ss). Il s'impose alors au lésé qui réclame l'octroi d'une somme particulièrement élevée (ou au responsable qui entend allouer une somme particulièrement basse) de prouver les circonstances qui le fondent à procéder ainsi (ATF 127 IV 215 consid. 2 p. 216 ss). Le juge doit se fonder sur l'intensité et la qualité des relations entre le défunt et le lésé (arrêt du Tribunal fédéral 1C_286/2008 du 1er avril 2009, consid. 5.1 ; WERRO, La responsabilité civile, Berne 2011, nos 159 et 1370 ss). Le degré de parenté n'est donc pas seul déterminant et le fait que le défunt et le lésé vivaient sous le même toit constitue un indice important de l'intensité des liens (arrêt du Tribunal fédéral 1C_286/2008 du 1er avril 2009 consid. 5.1 ; arrêt du Tribunal fédéral 1C_106/2008 du 24 septembre 2008 consid. 3.2.2). Statuant selon les règles du droit et de l'équité (art. 4 du Code civil suisse du

E. 10

décembre 1907 [CC ; RS 210]), le juge dispose d'un large pouvoir d'appréciation (ATF 132 II 117 consid. 2.2.3 in limine p. 120 ; arrêt du Tribunal fédéral 6B_188/2010 du 4 octobre 2010 consid. 5.1.1). D'une manière générale, la jurisprudence récente tend à allouer des montants de plus en plus importants au titre du tort moral (ATF 125 III 269 consid. 2a p. 274).

- 7/11 - P/4512/2009 2.1.4. Toute comparaison avec d'autres affaires doit intervenir avec prudence, dès lors que le tort moral touche aux sentiments d'une personne déterminée dans une situation donnée et que chacun réagit différemment face au malheur qui le frappe. Une comparaison avec d'autres cas similaires peut cependant, suivant les circonstances, constituer un élément d'orientation utile (ATF 130 III 699 consid. 5.1 p. 705 ; ATF 125 III 269 consid. 2a p. 274). Pour la perte d'un enfant mineur, les tribunaux allouent généralement à chacun des deux parents une indemnité de CHF 30'000.-. Des montants supérieurs ont parfois été accordés à des mères de jeunes enfants qui avaient assisté à l'accident, notamment CHF 40'000.- à celle d'un enfant de deux ans et demi, qui s'était, de plus, intensivement occupée de celui-ci durant les neuf mois qui s'étaient écoulés entre l'accident et le décès (arrêt du Tribunal fédéral 6B_369/2012 du 28 septembre 2012 consid. 2.1.1 et les références citées).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.